

## **20231226 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/54120/le-royaumeuni-suspend-les-expulsions-de-refugies-des-hotels-jusquau-2-janvier>

### Actualités



L'hôtel Holiday Inn, près de l'aéroport londonien Heathrow, héberge des centaines de demandeurs d'asile. Crédit : InfoMigrants

## **Le Royaume-Uni suspend les expulsions de réfugiés des hôtels jusqu'au 2 janvier**

Par [La rédaction](#) Publié le : 26/12/2023

Alors que les associations alertent sur le nombre croissant de personnes à la rue, le gouvernement britannique a annoncé la suspension jusqu'au 2 janvier de sa politique d'expulsion des réfugiés et demandeurs d'asile des hôtels dans lesquels ils étaient hébergés.

Le gouvernement britannique vient d'annoncer une trêve de quelques jours dans les expulsions des réfugiés et demandeurs d'asile des hôtels où ils sont hébergés par l'État, dans l'attente de leurs démarches administratives. Cette suspension, en vigueur jusqu'au 2 janvier, s'inscrit dans un contexte de hausse du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile sans-abri.

Selon le Conseil du comté de Londres, 846 réfugiés se sont ainsi retrouvés sans-abri courant octobre après avoir été expulsés des logements du ministère de l'Intérieur, comme les hôtels. C'est une hausse de 39% par rapport à septembre et "ces chiffres vont encore augmenter", [alertent les élus londoniens](#).

De son côté, la Croix-Rouge britannique a également déclaré que les distributions de sac de couchage à des personnes exilées ayant été récemment expulsées d'hôtels de la ville avait augmenté. "Nos services doivent distribuer des sacs de couchage et d'autres articles pratiques et fournir un soutien émotionnel aux personnes confrontées à la vie dans la rue. Les réfugiés ont déjà vécu un traumatisme inimaginable. Ils ont besoin de stabilité, de soutien et de se sentir en sécurité", a tancé Alex Fraser, directeur du soutien aux réfugiés de la Croix-Rouge britannique, contacté par le [Guardian](#).

## **Une décision prise suite aux alertes des élus locaux**

Cette décision de suspendre les expulsions jusqu'au 2 janvier s'inscrit dans une "pratique annuelle", selon le gouvernement. "Les demandeurs d'asile ne seront pas invités à quitter leur logement pendant la période de Noël", a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

Mais selon des sources interrogées par le Guardian, c'est bien suite à l'alerte des élus locaux et face à l'explosion du nombre de sans-abri que le gouvernement a fait machine arrière. "Au début, on n'avait absolument aucune garantie qu'il y aurait une pause. Ce n'est qu'après que les municipalités et les partenaires locaux l'ont demandé – et partagé des données sur les personnes sans-abri - que le ministère de l'Intérieur a annoncé cette pause", a déclaré l'une de ces sources au journal britannique.

>> **À (re)lire:** [De 28 à 7 jours pour quitter son hébergement : au Royaume-Uni, des réfugiés se retrouvent sans-abri](#)

En plus de la trêve des expulsions, le gouvernement britannique a reculé la semaine dernière sur une autre réforme : celle modifiant le délai accordé aux demandeurs d'asile qui obtiennent leur statut de réfugié, pour quitter leur hébergement et trouver un logement. Ainsi, après avoir été abaissé à 7 jours, il est de nouveau fixé à 28 jours.

## **"Des pressions énormes et inutiles"**

D'ici fin janvier, les autorités espèrent fermer 50 établissements accueillant des réfugiés et demandeurs d'asile. En juin, plus de 50 000 demandeurs d'asile séjournent encore dans environ 400 hôtels britanniques.

Vent debout contre la politique migratoire britannique, Renae Mann, directrice des services au Refugee Council, a réagi à l'annonce de la trêve, estimant que le gouvernement devait repenser toute son approche concernant la libération des hôtels. "Au lieu d'aider les réfugiés à trouver un nouveau logement, du travail et des opportunités de s'épanouir, le gouvernement continue de les expulser vers la rue tout en exerçant des pressions énormes et inutiles sur les autorités locales et le secteur associatif", s'insurge-t-elle auprès du Guardian.

Entre [l'accord avec le Rwanda](#), les mesures de plus en plus restrictives, les accords avec la France ou encore l'installation de migrants dans la barge "Bibby Stockholm", le gouvernement britannique multiplie ces dernières années les décisions afin de mettre fin à l'immigration dans le pays. Début décembre, le ministre de l'Intérieur, Robert Jenrick, avait pourtant démissionné, estimant que le projet du gouvernement "n'allait pas assez loin". Lui, et d'autres personnalités politiques issues de l'aide droite du parti conservateur, espérait obtenir une sortie du Royaume-Uni de la Convention européenne des droits humains.

>> **À (re)lire:** [Projet de loi immigration au Royaume-Uni : "Sortir de la Convention européenne des droits de l'homme serait une ineptie"](#)

Cette situation, vivement critiquée par les associations et ONG, peut parfois mener à des drames. Le 12 décembre, [un exilé est décédé dans la barge "Bibby Stockholm"](#). [Selon la BBC](#), il se serait suicidé. "Cette tragédie nous rappelle une fois de plus que les politiques punitives du gouvernement à l'égard des réfugiés sont non seulement cruelles, mais qu'elles coûtent également des vies", avait martelé Ann Salter de l'ONG Freedom from Torture.